

UN LIBRARY

JUN 16 1977



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/96
9 juin 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 12 de la liste préliminaire^x

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Assistance au Mozambique

Rapport du Secrétaire général

^x A/32/50/Rev.1.

77-11466

/...

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 9	3
A. Historique	2 - 4	3
B. Deuxième mission d'étude	5 - 9	4
II. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE	10 - 29	5
A. Situation budgétaire	11 - 17	5
B. Estimations relatives à la balance des paiements	18 - 29	7
III. ASSISTANCE INTERNATIONALE ET PROGRAMME D'INVESTIS- SEMENT DU GOUVERNEMENT	30 - 45	12
A. Assistance internationale	30 - 33	12
B. Programme d'investissement du gouvernement	34 - 39	12
C. Main-d'oeuvre	40 - 45	18
IV. AUTRES FACTEURS NUISANT AU DEVELOPPEMENT	46 - 89	20
A. Les inondations	47 - 55	20
B. Situation alimentaire	56 - 64	21
C. Réfugiés	65 - 84	24
D. Dommages causés par les attaques	85 - 89	28
V. RESUME DES CONCLUSIONS	90 - 104	30

ANNEXES

- I. Projets énumérés dans le rapport de la Mission envoyée au Mozambique et qui ont été inscrits par le gouvernement dans son programme d'investissement pour 1976/1977
- II. Contributions pour le secours aux victimes des inondations

I. INTRODUCTION

1. Le rapport de la deuxième mission d'étude au Mozambique est soumis aux membres de l'Assemblée générale conformément à l'alinéa d) du paragraphe 10 de la résolution 31/43 de l'Assemblée en date du 1er décembre 1976. Ce rapport est consacré à la situation économique au Mozambique à la suite de l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud, ainsi qu'à l'assistance internationale fournie jusqu'à présent. Il comporte également une évaluation des besoins en denrées alimentaires, matières premières et autres produits essentiels pour 1977, ainsi qu'une description des besoins particuliers du Mozambique en raison des inondations récentes et de l'afflux de réfugiés en provenance de la Rhodésie du Sud.

A. Historique

2. A la suite de l'application des sanctions contre le régime illégal en Rhodésie du Sud par le Gouvernement mozambicain, le 3 mars 1976, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 386 (1976) dans laquelle il a lancé un appel "à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique, de façon que le Mozambique puisse exécuter normalement son programme de développement économique et soit mieux à même d'appliquer pleinement le régime des sanctions". Le Secrétaire général a alors constitué la mission au Mozambique, qui avait pour tâche d'aider de ses conseils le Secrétaire général à mettre sur pied un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle. Dans son rapport du 30 avril 1976 (E/5812 et Corr.1 et Add.1), la mission a élaboré dans ses grandes lignes un programme d'assistance financière et matérielle au Mozambique.

3. Le 3 août 1976, le Conseil économique et social a examiné un rapport d'activité du Secrétaire général (E/5872/Rev.1) sur la mise en place d'un programme d'aide financière, technique et matérielle destiné à permettre au Mozambique de poursuivre son développement normal et d'être mieux à même d'appliquer les sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud. Par la suite, le Conseil a adopté la résolution 2020 (LXI) du 3 août 1976 aux termes de laquelle le Secrétaire général était prié de suivre constamment la situation et de faire rapport au Conseil économique et social, à sa soixante-troisième session.

4. Le second coordonnateur du Programme d'assistance internationale au Mozambique des Nations Unies s'est rendu dans ce pays du 4 au 25 août 1976 afin d'évaluer la situation économique; à la suite de cette visite, le premier rapport d'étude a été soumis à l'Assemblée générale (A/31/266) au mois d'octobre. Le 1er décembre, l'Assemblée générale a adopté la résolution 31/43 selon laquelle le Secrétaire général était prié notamment, aux termes du paragraphe 10, de faire procéder à une nouvelle évaluation de la situation économique durant le premier trimestre de 1977 et de donner au rapport qui en résulterait la diffusion la plus large possible.

/...

B. Deuxième mission d'étude

5. Le second coordonnateur du Programme d'assistance internationale au Mozambique des Nations Unies s'est de nouveau rendu au Mozambique les 4 et 5 mars 1977 pour amorcer les travaux préparatoires et il a effectué, en coopération avec le Coordonnateur du Programme, une deuxième mission d'étude du 18 au 24 avril.
6. Le Gouvernement mozambicain a constitué, pour collaborer avec la mission une délégation dirigée par M. José Luis Cabaco, ministre des transports et des communications, et comprenant des fonctionnaires du Ministère des finances, du Ministère du développement et de la planification économiques et de l'Administration des ports et des chemins de fer.
7. La mission s'est réunie chaque jour avec la délégation gouvernementale et a disposé des documents et des éléments voulus pour effectuer son étude. Les réunions ont permis d'évaluer en toute franchise la réaction de la communauté internationale aux appels lancés par les Etats Membres en vue de fournir une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique.
8. La mission tient à exprimer au Gouvernement mozambicain sa gratitude pour la coopération dont il a fait preuve. La mission a été reçue par le Ministre et par le Vice-Ministre des affaires étrangères et elle a pu examiner avec eux les résultats des contacts pris avec divers gouvernements, ainsi qu'avec des organisations régionales et intergouvernementales. La mission a également été en mesure de considérer les efforts qui restent à entreprendre en commun afin d'obtenir des assistances pour le Mozambique.
9. Le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement au Mozambique, M. Eric Zetterberg, a accompagné la mission à toutes les réunions. La mission a rencontré les représentants du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ainsi que le conseiller du Programme alimentaire mondial (PAM) au Mozambique; elle tient à exprimer ses remerciements à ces personnes qui ont contribué à l'étude.

II. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE

10. La deuxième mission d'étude a examiné, avec la délégation du Gouvernement mozambicain, la situation budgétaire actuelle et à prévoir, ainsi que la situation probable de la balance des paiements en 1977 et en 1978.

A. Situation budgétaire

11. La mission au Mozambique s'est référée, dans son rapport (E/5812 et Corr.1 et Add.1), à la nécessité de procéder à une réorganisation fondamentale du système des finances publiques au Mozambique et a suggéré qu'il fallait réformer complètement, à long terme, le régime fiscal et les mécanismes de contrôle des dépenses. Elle a noté que les insuffisances des systèmes fiscal et monétaire, dont le gouvernement a hérité au moment de l'indépendance, lui permettaient difficilement de mobiliser les ressources locales.

12. A la fin de 1975, il existait un déficit budgétaire cumulé de quelque 22 millions de dollars, pour lequel aucun financement à long terme n'avait été prévu. Selon le système de gestion financière suivi au Mozambique, le déficit budgétaire est couvert au moyen d'emprunts à court terme contractés auprès des banques et remboursés par la suite lorsque le budget présente un excédent.

13. Le budget national de 1976 prévoyait un déficit de 77 millions de dollars. Néanmoins, les dépenses ont été réduites dans une proportion importante en raison de la gravité de la situation financière et le déficit effectif pour 1976 pourrait être inférieur à 25 millions de dollars.

14. Dans le budget de 1977, il est prévu des dépenses d'un montant de 350 millions de dollars et des recettes d'un montant de 227 millions de dollars, soit un déficit de quelque 123 millions de dollars. Mais comme il a fallu encore, comme en 1976, contrôler strictement les dépenses en raison de la pénurie de ressources, on espère ramener ce déficit à 63 millions de dollars. Le gouvernement prévoit donc que le budget national présentera un déficit cumulé de 110 millions de dollars environ d'ici la fin de 1977.

15. On trouvera au tableau 1 les principales sources de recettes du budget national. On notera qu'en raison du niveau réduit de l'activité économique en 1977, les recettes à prévoir seront plus faibles, en dépit de l'alourdissement important de la fiscalité durant l'année passée. Les apports financiers et les dons de matières premières et autres produits essentiels jouent un rôle crucial dans la situation financière actuelle (pour une estimation des besoins en matières premières et autres produits essentiels, voir A/31/266, chap. VII). Les besoins en produits alimentaires sont indiqués ci-après (par. 59 à 62).

16. Toutefois, le budget national ou ordinaire ne reflète pas la totalité des besoins du secteur public au Mozambique. Certains services publics ou para-étatiques couvrent leurs déficits à court terme en contractant des emprunts auprès des banques, bien que ces déficits soient en fin de compte imputés sur le budget national. D'autres organismes para-étatiques, tels que l'Administration des ports et des chemins de fer et le Département des télécommunications, assurent leur propre financement et font normalement appel à la Banque du Mozambique pour couvrir leurs déficits.

/...

17. On trouvera au tableau 2 les estimations de la mission relatives aux principaux déficits du secteur public pour 1976 et 1977 qui devront être couverts par la Banque du Mozambique. Il est clair que le Mozambique aura des difficultés à financer un déficit d'une telle ampleur et que les prix intérieurs et la balance des paiements seront soumis à des pressions de plus en plus fortes.

Tableau 1

Principales sources de recettes publiques

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>1976</u>	<u>1977</u>
<u>Impôts directs</u>		
Impôt sur le revenu (bénéfices)	31 500	24 000
Impôt sur le revenu (salaires)	<u>13 800</u>	<u>10 800</u>
Total partiel	45 300	34 800
Autres impôts directs	<u>12 780</u>	<u>10 800</u>
Total des impôts directs	<u>58 080</u>	<u>45 600</u>
<u>Impôts indirects</u>		
Droits d'importation	27 000	25 650
Impôts sur les ventes et impôts à la consommation	73 050	89 250
Autres impôts indirects	<u>7 500</u>	<u>7 500</u>
Total des impôts indirects	<u>107 550</u>	<u>122 400</u>
<u>Autres impôts</u>	<u>42 600</u>	<u>28 410</u>
<u>Montant total des recettes publiques</u>	<u>208 230</u>	<u>196 410</u>

Source : Gouvernement mozambicain.

Tableau 2

Déficits du secteur public

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>1976</u>	<u>1977</u>
Déficit du budget national	25 000	63 000
Ports et chemins de fer	39 720	35 760
Télécommunications	<u>4 500</u>	<u>2 850</u>
	<u>69 220</u>	<u>101 610</u>

B. Estimations relatives à la balance des paiements

18. Le Gouvernement mozambicain ne publie pas d'estimations sur sa balance des paiements courante, et l'on ne dispose pas non plus de statistiques à jour sur les importations et les exportations. Les estimations les plus récentes dont on dispose sur la balance des paiements, établies sur la base de l'apurement des comptes, concernent l'exercice 1975. Les exportations de marchandises sont évaluées à 200 millions de dollars environ et les importations à 345 millions de dollars, ce qui donne un déficit commercial de l'ordre de 145 millions de dollars.

1. Exportations et importations de marchandises

19. Dans le rapport de la mission au Mozambique (E/5812 et Corr.1), les exportations de 1976 sont estimées à un niveau plus bas qu'en 1975 - quelque 125 millions de dollars - et les importations à 400 millions de dollars, ce qui donne un déficit commercial estimé à 275 millions de dollars environ.

20. La situation de la balance des paiements en 1977 (voir tableau 3) a été estimée d'après les renseignements communiqués à la mission par le Gouvernement mozambicain. Il faut souligner que le tableau 3 a été établi à partir de données fragmentaires et que certaines des estimations sont rien moins que sûres. Toutefois, si l'on tient compte de ces réserves, le déficit prévu de la balance des paiements en 1977 est de l'ordre de 288 millions de dollars (compte non tenu des recettes tirées des ventes d'or).

21. On notera, dans le tableau 3, qu'une part importante des importations de marchandises est constituée par les matières premières, les produits semi-finis et le matériel et les pièces détachées pour l'industrie et les services essentiels.

/...

Tableau 3

Prévisions relatives à la balance des paiements en 1977

(En milliers de dollars)

<u>Recettes</u>	<u>Tonnes</u>	<u>Dollars</u>
A. <u>Recettes courantes</u>		
i) <u>Exportations</u>		
Sucre	80 000	18 000
Coton	6 000	10 000
Noix de cajou	20 000	33 000
Crevettes	4 000	16 000
Thé	15 000	13 000
Charbon	300 000	9 000
Autres produits	-	<u>55 000</u>
Total partiel		154 000
ii) <u>Invisibles</u>		
Chemins de fer et ports		93 000
Envois d'argent par les travailleurs migrants		60 000
Autres recettes		<u>40 000</u>
		193 000
B. <u>Capital</u>		<u>5 000</u>
Total des recettes <u>a/</u>		352 000

a/ Compte non tenu des recettes en devises provenant de la vente de l'or entrant pour partie dans les salaires des mineurs.

/...

Tableau 3 (suite)

Prévisions relatives à la balance des paiements en 1977

(En milliers de dollars)

<u>Paiements</u>	<u>Dollars</u>
A. <u>Paiements courants</u>	
i) <u>Importations</u>	
Produits alimentaires	74 000
Matériel médical et chirurgical	13 000
Matériel et pièces détachées pour les chemins de fer et les compagnies aériennes	15 000
Matériel et pièces détachées pour l'agriculture	58 000
Matériel et pièces détachées pour les travaux publics	13 000
Matériel et pièces détachées pour les autres secteurs	8 000
Importations pour les entreprises commerciales	79 000
Matières premières (y compris le pétrole)	223 000
Autres (engrais, pneus, etc.)	<u>6 000</u>
Total partiel	489 000
ii) <u>Invisibles</u>	87 000
B. <u>Capital</u>	<u>55 000</u>
Total des paiements	631 000
Déficit prévu a/	288 000

Source : Renseignements fournis par le Gouvernement mozambicain.

/...

Si l'activité économique s'intensifie dans le pays, ces catégories d'importations sont susceptibles d'augmenter. Les importations augmenteront donc probablement en 1978 à mesure que les diverses industries seront remises en état et que la production retrouvera les niveaux qui avaient été atteints avant l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud. A l'heure actuelle, la capacité de production est excédentaire dans les industries du textile, du meuble, de la chaussure et du bâtiment, dans l'industrie chimique et dans les industries métallurgiques et le gouvernement s'occupe en priorité de remettre en route certaines usines existantes et de ramener le niveau de la production à ce qu'il était pendant la période 1973-1975. Ce programme permettra de substituer à quelques importations des produits locaux, mais il nécessitera aussi des importations considérables de matériel, de pièces détachées, de matières premières et de produits semi-finis.

22. Il est donc vraisemblable qu'en 1978 le montant des importations sera supérieur aux 490 millions de dollars estimés pour 1977 (même dans l'hypothèse où les prix des importations n'auraient pas augmenté). Il est peu probable que les exportations augmenteront sensiblement en 1978, malgré la légère amélioration qu'on prévoit dans la production de coton, de thé et de ciment et dans les pêcheries de crevettes. La production de sucre et de noix de cajou, qui sont les principaux produits d'exportation, n'augmentera probablement pas de façon appréciable avant la fin de 1978.

2. Recettes des invisibles

23. On ne peut pas s'attendre à ce que les recettes des invisibles contribuent davantage au financement du déficit commercial en 1977 ou en 1978. Les deux principales sources de recettes des invisibles sont les chemins de fer et les ports et les envois d'argent par les travailleurs migrants.

24. Depuis l'application des sanctions, le volume du trafic transitant par les ports et les chemins de fer a baissé de plus de 30 p. 100 et il est peu probable qu'il augmente. En raison de la pénurie de personnel de réparation et d'entretien ainsi que du nombre de locomotives endommagées et détruites par les forces du régime illégal de Rhodésie du Sud, on peut penser que les chemins de fer fonctionnent pour l'instant au seuil de leur capacité à court terme. Les ports de Maputo et de Matola pourraient toutefois recevoir un plus gros volume de marchandises si le transit était plus important.

25. Les recettes provenant de l'envoi d'argent par les travailleurs migrants, autre source majeure de recettes des invisibles, risquent de diminuer. Le nombre de mineurs recrutés pour travailler à l'étranger en 1976 (40 000 environ) a représenté moins de la moitié du nombre de travailleurs recrutés en 1975 (plus de 100 000). Le nombre de travailleurs qui sont revenus au Mozambique en 1976 (plus de 95 000) a été sensiblement plus élevé que celui des travailleurs qui étaient rentrés au pays au cours des trois années précédentes.

26. Au cours des six derniers mois, les envois effectués chaque mois ont régulièrement diminué. En effet, en mars 1977, ces envois représentaient moins de la moitié de ceux de septembre 1976. On peut supposer d'après ces chiffres que la contribution des salaires des travailleurs migrants au financement du déficit commercial sera vraisemblablement moins importante en 1978 qu'en 1977.

27. On ne peut pas dire non plus ce que sera la contribution des ventes d'or au financement du déficit commercial en 1977 et en 1978. En vertu d'arrangements conclus avant l'indépendance, pour les mineurs travaillant sous contrat en Afrique du Sud, les transferts de salaires étaient effectués en or évalué au cours officiel. Il était courant de vendre cet or sur le marché libre, ce qui procurait un volume important de devises. La suppression du cours officiel de l'or risque de tarir cette source de devises.

28. Il est difficile d'estimer avec exactitude à combien s'élevaient les recettes en devises provenant des ventes d'or car elles dépendaient de la différence entre le cours officiel de l'or et le prix auquel il était effectivement vendu. En 1975, avant l'indépendance, quand le prix de l'or sur le marché libre était élevé et que de nombreux mineurs étaient employés en Afrique du Sud, les recettes provenant des ventes d'or se sont élevées au total à près de 150 millions de dollars (les chiffres pour 1976 ne sont pas connus). La diminution des fonds rapatriés par les travailleurs migrants, moins nombreux en 1977 et en 1978, et celle des recettes provenant des ventes d'or, si tant est qu'il y en ait, compromettront gravement la capacité du Mozambique à financer son déficit commercial.

29. En résumé, la balance des paiements du Mozambique risque d'être encore plus déficitaire en 1978 qu'elle ne l'était en 1977 ou en 1976, car le gouvernement ne possède pas les réserves de devises nécessaires pour tempérer les déficits attendus. Le gouvernement a annoncé récemment que les réserves de devises étaient suffisantes pour couvrir environ quatre mois d'importations, soit un peu plus de 100 millions de dollars. Mais ces réserves correspondent aux versements anticipés d'aides étrangères (par la Suède, l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes notamment) qui doivent servir à financer une partie du programme d'investissement de 1976/1977. On peut donc s'attendre à ce que d'ici la fin de 1977 les réserves de devises retombent à un niveau très bas.

/...

III. ASSISTANCE INTERNATIONALE ET PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DU GOUVERNEMENT

A. Assistance internationale

30. Dans sa résolution 386 (1976), le Conseil de sécurité a lancé un appel "à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement une assistance financière, technique et matérielle au Mozambique, de façon que le Mozambique puisse exécuter normalement son programme de développement économique et soit mieux à même d'appliquer pleinement le régime des sanctions". Dans son rapport, où elle traçait les grandes lignes d'un programme d'assistance financière et matérielle, la mission envoyée au Mozambique (E/5812 et Corr.1 et Add.1) a estimé que le Mozambique devrait recevoir chaque année une assistance financière et matérielle d'un montant de 175 millions à 200 millions de dollars pour pouvoir exécuter normalement son programme de développement. En outre, 36 millions de dollars environ seraient nécessaires pour des projets d'urgence et des projets agricoles à court terme.

31. Dans le rapport de la mission sont cités un certain nombre de projets d'urgence ainsi que des projets et programmes concernant le développement normal du Mozambique (E/5812/Add.1). On y signale aussi qu'un certain nombre de projets de développement hautement prioritaires, dont le financement extérieur est en cours de négociations, ne figurent pas sur cette liste.

32. A ce jour, le montant de l'assistance financière, matérielle et technique offerte au Mozambique dans le cadre de l'application des sanctions s'élève à 102 millions de dollars. Cette aide, répartie sur plus d'une année, est loin de répondre aux besoins du Mozambique si l'on veut que ce pays puisse se développer normalement. Le tableau 4 contient un état récapitulatif de cette assistance, par type et par pays ou organisation d'origine.

33. On notera que nombre de pays n'ont pas encore répondu aux appels lancés en faveur d'une assistance au Mozambique.

B. Programme d'investissement du gouvernement

34. On peut lire le passage suivant dans le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale au sujet de la situation au Mozambique à la suite de l'application des sanctions :

"Bien que la réaction initiale de la communauté internationale face aux difficultés du Mozambique ait été encourageante, la situation économique demeure critique. Le récent budget de l'Etat prévoit un déficit important, malgré l'imposition de nouvelles taxes à la consommation, beaucoup plus lourdes ... Les organisations paragouvernementales, qui sont en grande partie financièrement autonomes, seront aussi en déficit et dans l'impossibilité de dégager des excédents susceptibles d'être investis.

La situation actuelle est si précaire que le Mozambique ne peut espérer exécuter un programme de développement normal, sous quelque forme que ce soit.

/...

Tableau 4

Mozambique

Situation à la fin de février 1977 de l'aide apportée
dans le cadre de l'application des sanctions

(en dollars des Etats-Unis)

1. Dons directs en espèces

A. <u>Versés</u>	<u>Dollars</u>
i) Egypte	100 000
ii) Ethiopie	48 309
iii) Libéria	50 000
iv) Nigéria	1 600 000
v) Suède	3 500 000
vi) Etats-Unis d'Amérique	<u>5 000 000</u>
	10 298 309
B. <u>Annoncés</u>	
i) Etats-Unis d'Amérique	5 000 000
ii) Jamahiriya arabe libyenne	<u>1 000 000</u>
	6 000 000
<u>Total</u>	<u><u>16 298 309</u></u>

2. Assistance versée au Compte spécial des Nations Unies a/

i) Ghana	20 000
ii) Sierra Leone	27 000
iii) République arabe syrienne	50 000
iv) Finlande	26 000
v) Norvège	<u>1 344 860</u>
<u>Total</u>	1 467 860

a/ Le Gouvernement mozambicain considère en outre le versement de 250 000 dollars effectué au titre de l'Opération d'urgence des Nations Unies en 1976 comme un don en espèces lié à l'application des sanctions.

/...

Tableau 4 (suite)
(en dollars des Etats-Unis)

3. <u>Dons en nature b/</u>	<u>Dollars</u>
<u>A. Effectués</u>	
i) Canada (blé)	2 666 000
ii) Danemark (blé)	2 500 000
iii) Lesotho (fèves)	17 466
iv) Souaziland (maïs)	10 000
v) Suède (blé et poissons en conserve)	6 000 000
vi) Zambie (maïs)	1 666 670
vii) Norvège (divers)	1 500 000
viii) Etats-Unis d'Amérique (blé)	<u>4 883 200</u>
	19 243 336
<u>B. Promis</u>	
i) Australie (corned-beef et blé)	1 240 000
ii) République démocratique allemande (médicaments et matériel)	330 000
iii) Irak (huile brute - négociations en cours)	1 000 000
iv) Kenya (maïs)	325 000
v) Nouvelle-Zélande (PLE et MAL) c/	215 000
vi) Pakistan (riz)	110 000
vii) Yougoslavie (négociations en cours)	500 000
viii) Commission économique européenne (blé, beurre fondu clarifié, PLE)	1 500 000
ix) Inde (textiles)	110 000
x) Finlande (trois niveleuses)	275 000
xi) Belgique (farine de blé)	750 000
xii) Japon (riz)	1 100 000
xiii) Trinité-et-Tobago (vêtements)	<u>35 000</u>
	7 490 000
<u>Total</u>	<u><u>26 733 336</u></u>

b/ Les produits sont fournis jusqu'à concurrence soit d'une valeur déterminée, soit d'un tonnage déterminé, auquel cas la valeur en dollars constitue une approximation.

c/ Poudre de lait écrémé et matière grasse anhydre tirée du lait. /...

Tableau 4 (suite)

(en dollars des Etats-Unis)

4.	<u>Personnel d'assistance technique</u>	<u>Dollars</u>
A.	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	170 000
B.	Fonds du Commonwealth pour le Mozambique	1 556 600
C.	Ghana	<u>50 000</u>
	<u>Total</u>	<u>1 776 600</u>
5.	<u>Prêts accordés à des conditions de faveur</u>	
A.	<u>Argent disponible</u>	
	i) Fonds arabe de prêts en faveur de l'Afrique	6 000 000
	ii) Fonds arabe de prêts en faveur de l'Afrique	<u>20 000 000</u>
		26 000 000
B.	<u>Accords signés</u>	
	i) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (5 millions de livres sterling)	8 600 000
	ii) Pays-Bas (10 millions de florins)	<u>4 000 000</u>
		12 600 000
C.	<u>Accords attendant la signature</u>	
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (10 millions de livres sterling)	17 200 000
	<u>Total</u>	<u><u>55 800 000</u></u>
<u>Etat récapitulatif</u>		<u>Total</u>
1.	Dons directs en espèces	16 298 309
2.	Assistance versée au Compte spécial des Nations Unies	1 467 860
3.	Dons en nature	26 733 336
4.	Personnel d'assistance technique	1 776 600
5.	Prêts accordés à des conditions de faveur	<u>55 800 000</u>
		<u><u>102 076 105</u></u>

Source : Gouvernement mozambicain

/...

Le gouvernement est donc en train de préparer, en fonction des ressources locales disponibles et de l'assistance internationale offerte jusqu'à présent, un programme d'urgence en matière de finances et d'investissements" (A/31/266, par. 30 et 31).

35. Le programme de financement et d'investissements mis au point en décembre 1976 énumère les projets à exécuter en 1976 et en 1977, en donne le coût estimatif et spécifie l'assistance internationale affectée à certains d'entre eux. Sur les 61 projets mentionnés dans le rapport de la mission envoyée au Mozambique (E/5812/Add.1), 51 figurent dans le programme d'investissements pour 1976 et 1977. Vingt-quatre de ces 51 projets sont réalisés totalement ou en partie grâce à une assistance étrangère; on en trouvera la liste (avec l'indication de la source de l'assistance financière), à l'annexe I.A.

36. L'annexe I.B contient une liste de 30 projets qui figuraient dans le rapport de la mission envoyée au Mozambique et qui figurent au programme d'investissements pour 1976 et 1977. Pour certains de ces projets, l'assistance étrangère n'a pas encore été reçue; pour d'autres, elle n'en couvre que partiellement les coûts. Il est urgent que ces projets bénéficient d'un complément d'assistance internationale.

37. Le montant du programme d'investissements pour 1976 et 1977 s'élève à environ 260 millions de dollars. Une ventilation de ce programme par secteur est donnée au tableau 5, où l'on indique aussi la part du programme de chaque secteur qui est financée par les diverses sources. Ce tableau ne donne pas une image complète du financement étranger, certains projets étant encore en cours de négociation au moment où le programme a été élaboré. De plus, une partie de l'assistance étrangère n'avait pas encore été affectée à des projets déterminés. Il ressort cependant du tableau 5 que divers projets ne bénéficient que d'une assistance étrangère relativement peu importante alors qu'ils intéressent des secteurs clefs tels que les transports, l'enseignement, la santé, le développement social et l'auto-assistance qui, ensemble, doivent absorber la moitié du total des investissements prévus.

38. Le 18 janvier 1977, le Gouvernement mozambicain a promulgué le décret No 4/77 approuvant des dépenses d'un montant d'environ 230 millions de dollars pour 1976 et 1977 et ouvrant les crédits nécessaires pour couvrir ces dépenses. Aux termes de ce décret, 80,6 millions de dollars provenant de ressources intérieures ont été affectés et la ventilation suivante des sources et utilisations du financement étranger a été établie :

a) Provenant de l'assistance reçue dans le cadre de l'application des sanctions - 51,8 millions de dollars, dont 12,1 millions affectés à des projets déterminés et 39,7 millions de dollars de crédits ouverts mais non affectés à des projets déterminés;

b) Provenant d'accords de coopération pour le développement passés avec divers pays - 97,5 millions de dollars, dont 80,8 millions affectés à des projets déterminés et 16,6 millions de dollars de crédits ouverts mais non affectés à des projets déterminés.

/...

Tableau 5

Affectation des investissements par secteur et part des investissements
 dans chaque secteur financée par des sources étrangères

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Secteur	Investissement (Dollars)	Pourcentage des investis- sements totaux	Part des investissements dans chaque secteur financée par chaque source
1. Agriculture	49,8	18,9	FAO/Pays nordiques - 45 p. 100; Suède - 10 p. 100; Pays-Bas - 7 p. 100; Norvège - 1 p. 100; PNUD - 5 p. 100; GM/PEA - 32 p. 100.
2. Projets de développement intégrés (irrigation et barrages)	23,6	9,0	Pays-Bas - 3 p. 100; Suède - 2 p. 100; OUA/LEA - 51 p. 100; GM/PEA - 44 p. 100.
3. Pêche	6,0	2,4	Pays-Bas - 33 p. 100; PNUD - 7 p. 100; GM/PEA - 60 p. 100.
4. Industries extractives	3,9	1,5	URSS - 42 p. 100; URSS ou Suède - 49 p. 100; GM/PEA - 9 p. 100.
5. Approvisionnement en eau	2,6	1,1	Pays-Bas - 33 p. 100; PNUD - 4 p. 100; GM/PEA - 63 p. 100.
6. Energie	7,8	3,0	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - 37 p. 100; GM/PEA - 63 p. 100.
7. Transports ^{a/}	81,1	30,7	Pays-Bas - 6 p. 100; Suède - 1 p. 100; Zombie - 7 p. 100; Norvège - 2 p. 100; GM/PEA - 84 p. 100.
8. Enseignement	16,0	6,2	Pays-Bas - 18 p. 100; Norvège - 3 p. 100; Suède - 6 p. 100; Danemark - 5 p. 100; GM/PEA - 68 p. 100.
9. Santé	8,8	3,5	Pays-Bas - 12 p. 100; Suède - 10 p. 100; Danemark - 4 p. 100; Norvège - 6 p. 100; GM/PEA - 68 p. 100.
10. Développement social et auto-assistance	25,1	9,6	Pays-Bas - 13 p. 100; GM/PEA - 87 p. 100.
11. Divers	36,7	13,9	Suède - 19 p. 100; Danemark - 2 p. 100; Finlande - 1 p. 100; GM/PEA - 78 p. 100.

Source : Gouvernement mozambicain.

Note : FAO/Pays nordiques - Programme multilatéral/bilatéral de la FAO et des pays nordiques.

OUA/LEA (Ligue des Etats arabes) - Fonds arabe de prêts en faveur de l'Afrique.

GM/PEA - Le financement sera assuré par le Gouvernement mozambicain ou bien n'est pas encore assuré.

^{a/} Ne comprend pas l'étude sur le port de Beira, dont le coût est d'environ 250 000 dollars et que financera le Fonds du Commonwealth pour le Mozambique.

39. Une somme de 56,3 millions de dollars provenant de l'aide étrangère (39,7 millions dans le cadre de l'application des sanctions et 16,6 millions au titre de l'assistance au développement) n'a donc pas été affectée à des projets déterminés et ne figure par conséquent pas au tableau 5 dans la ventilation par source d'assistance.

C. Main-d'oeuvre

40. La situation de la main-d'oeuvre au Mozambique est grave et continue d'inquiéter vivement le gouvernement. Avant l'indépendance, nombre de postes de techniciens et d'ouvriers qualifiés et semi-qualifiés étaient occupés par des Portugais; nombre d'entre eux sont déjà rentrés dans leur pays, et pour d'autres, leur contrat d'emploi vient à expiration à la fin de juin 1977. La pénurie de main-d'oeuvre touche le secteur public comme le secteur privé.

41. C'est aux niveaux intermédiaires que cette pénurie se fait le plus sentir. Au moment de l'indépendance, le mécanisme administratif absorbait beaucoup de personnel au niveau sous-professionnel. Plutôt que d'essayer de remplacer toutes les personnes qui sont parties ou qui doivent partir, le Gouvernement mozambicain procède à des réformes et des modifications administratives de manière à réduire la demande de personnel.

42. Dans un premier temps, un programme très important de formation en cours d'emploi a été appliqué dans la plupart des ministères et des services de l'Etat. Ce programme est conçu pour donner des résultats rapides, permettre au gouvernement de faire les modifications nécessaires et, en même temps, initier le personnel aux méthodes et procédures nouvelles. Un grand nombre d'opérations d'enregistrement et autres seront effectuées par un ordinateur central de manière à réduire les besoins en personnel de bureau et en comptables; on initiera en même temps le personnel nouveau aux nouvelles méthodes. Comme exemple de ce programme intensif de formation, on peut citer les stages de 8 à 10 semaines, portant sur les divers aspects des finances publiques et de l'administration financière, auxquels participent 300 à 400 personnes relevant du Ministère des finances. Dans l'administration provinciale et régionale, 200 personnes suivent des stages d'une durée de trois à quatre mois dans le domaine des finances, de l'administration et de l'orientation. Un certain nombre de stages sont offerts dans le domaine de la comptabilité de gestion, en particulier pour les coopératives et les services de la société commerciale d'Etat.

43. Le Ministère du travail organise plus de 80 programmes de formation à des niveaux sous-professionnels, notamment à l'intention d'électriciens, de menuisiers, d'étameurs, de travailleurs des métaux, de dactylographes, d'ouvriers mécaniciens, de soudeurs, de machinistes et de plombiers. Le Département de la santé réalise un important programme de formation de personnel médical et paramédical.

44. En dépit de ces efforts, de nombreux secteurs souffrent encore d'une pénurie de main-d'oeuvre. Les besoins se font surtout sentir au niveau des cadres, des moniteurs de la formation et du personnel de niveau moyen durant la période où

/...

l'économie doit fonctionner en attendant les effets des programmes intensifs de formation.

45. Le Gouvernement mozambicain examine avec un certain nombre d'autres gouvernements la possibilité d'obtenir d'eux, par la voie bilatérale, le personnel dont il a besoin d'urgence. Une assistance a aussi été demandée aux organisations internationales. En outre, des accords ont été passés avec un certain nombre d'organisations non gouvernementales en vue de trouver et de recruter des personnes pouvant satisfaire aux besoins les plus urgents, et un certain nombre de firmes et d'agences font à cette fin des annonces publicitaires et recrutent à l'étranger. En dépit de tous ces efforts, il existe encore une grave pénurie de main-d'oeuvre au Mozambique et ce pays demeure largement tributaire de l'étranger pour l'assistance technique et le recrutement de personnel.

IV. AUTRES FACTEURS NUISANT AU DEVELOPPEMENT

46. Le Mozambique doit faire face actuellement à des problèmes exceptionnels qui s'ajoutent à ceux qui résultent de l'application des sanctions : a) de graves inondations ont détruit et désorganisé le réseau de transports ainsi que l'approvisionnement alimentaire et il a fallu reloger et aider de nombreuses personnes; b) le Mozambique a reçu un afflux de réfugiés du Zimbabwe; c) le Mozambique continue d'être l'objet d'incursions et d'attaques des forces du régime illégal de Rhodésie du Sud. Tous ces facteurs ont contribué aux difficultés auxquelles le pays doit faire face pour se développer normalement et réorganiser son économie et ils rendent plus urgente encore la fourniture d'une assistance internationale.

A. Les inondations

47. En 1976, de fortes inondations se sont produites dans les vallées du Limpopo, de l'Incomati et de l'Umbeluzi et ont causé de graves dommages. Un grand nombre de personnes se sont trouvées sans abri. Un gros effort a été fait pour reloger les sinistrés et remettre en état les régions inondées, en particulier les plantations de bananes et d'agrumes, les rizières ainsi que les canaux d'irrigation et les routes. Les destructions provoquées par l'inondation ont contribué à la pénurie alimentaire et il a été tenu compte de cette situation dans le calcul des besoins alimentaires du Mozambique en 1976 et 1977 (A/31/266, par. 22).

48. La lutte contre les inondations sera difficile tant que les grands barrages nécessaires n'auront pas été construits, ce qui prendra du temps. Un certain nombre de projets mentionnés dans le rapport de la mission envoyée au Mozambique (E/5812 et Corr.1 et Add.1) concernent la lutte contre les inondations dans les vallées des trois grands fleuves mentionnés ci-dessus.

49. En février 1977, le Mozambique a été victime du cyclone Emily au moment où le barrage Massinger et des barrages du Souaziland et de l'Afrique du Sud déversaient de grandes quantités d'eau. Il en est résulté la plus grave inondation des soixante dernières années ainsi que des pertes importantes en vies humaines et des dommages matériels considérables. Le nombre total de victimes n'est pas encore connu, mais il s'élèverait, d'après les premiers rapports, à plus de 300. Les régions touchées étaient très peuplées et on estime à plus de 400 000 le nombre de personnes qui ont souffert de l'inondation. Celle-ci a non seulement détruit des maisons, des champs et des entrepôts et entraîné la mort de nombreux animaux d'élevage, mais a aussi interrompu les communications routières, emporté des ponts et endommagé le matériel agricole et les véhicules de transport.

50. Cette inondation a surtout affecté les grandes vallées du sud du pays, qui avaient déjà été touchées en 1976.

51. L'inondation a causé de tels ravages qu'on la considère comme une catastrophe nationale et qu'on a dû faire appel à l'assistance internationale. Une assistance immédiate d'une valeur totale de plus de 5,5 millions de dollars a été apportée par des gouvernements, des organisations de volontaires et les organismes des

/...

Nations Unies. L'annexe II contient un rapport préliminaire sur la réaction de la communauté internationale, établi à partir de documents fournis par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe. Si cette assistance a permis au Gouvernement mozambicain de faire face aux problèmes les plus urgents causés par l'inondation, un complément d'assistance sera néanmoins nécessaire d'ici à la fin de 1977. A l'heure actuelle, plus de 40 000 familles se trouvent dans des centres d'hébergement et seront relogées dans 16 nouveaux villages communaux que le gouvernement est en train de construire dans des régions normalement à l'abri des inondations. Les personnes qui ont été le plus gravement touchées par les inondations et celles qui sont actuellement relogées dans les nouveaux villages ont encore besoin de vivres, de vêtements, de couvertures et d'outils ainsi que de matériel et d'outillage agricoles.

52. Les inondations ont aussi désorganisé le système des transports; 95 kilomètres de routes ont été endommagés ou recouverts par les eaux et quatre viaducs importants ont été détruits. En outre, des rues et des routes ont été inondées ou endommagées dans les centres urbains de Maputo, Xai-Xai et Chokwe. Même la voie de chemin de fer s'est trouvée sous eau et un tronçon de la ligne reliant Mapai et la frontière a été emporté par les flots.

53. Le gouvernement a estimé que les dégâts causés par les inondations s'élevaient à plus de 35 millions de dollars.

54. Les répercussions des inondations sur la situation alimentaire seront graves, les régions touchées produisant normalement près de 80 p. 100 du riz du pays ainsi que des quantités importantes d'arachides, de maïs et de légumes.

55. Dans la vallée de l'Umbeluzi, plus de 20 000 hectares ont été inondés. On estime à plus de 3 millions de dollars les pertes en produits alimentaires, notamment en ananas, maïs, tomates, agrumes, oignons et carottes. Dans la vallée de l'Incomati, ces pertes ont été évaluées à 3,5 millions de dollars et portaient sur le sucre et les cannes à sucre, les bananes, le maïs, le riz, les arachides et les légumes. Dans la vallée du Limpopo, on a estimé la valeur des récoltes perdues à plus de 3,5 millions de dollars, notamment en riz, maïs et légumes.

B. Situation alimentaire

56. Il convient de réviser les besoins alimentaires prévus pour 1977 (voir A/31/266, par. 22) du fait des inondations et en vue de tenir compte des derniers renseignements obtenus sur les prévisions de récolte.

57. Les besoins en blé au cours d'une année normale s'élèvent à plus de 125 000 tonnes. L'assistance offerte en ce qui concerne le blé qui devrait être livré au cours de 1977, ajoutée aux stocks existants (22 000 tonnes environ), permettra de satisfaire la plus grande partie des besoins pour les derniers mois de 1977. Cependant, le Mozambique aura encore besoin de 10 000 tonnes de blé environ en 1977 dont la livraison devrait être prévue pour le mois de décembre. En outre, 60 000 tonnes supplémentaires de blé seront nécessaires au cours du premier semestre de 1978.

/...

58. Pour 1977, la situation est critique en ce qui concerne le maïs. Sans tenir compte de la production de subsistance, les besoins annuels en maïs dépassent 150 000 tonnes. A la suite des pluies tardives et des inondations, la récolte destinée à la vente n'est que de 40 000 tonnes pour 1977. Le gouvernement a dû commander 20 000 tonnes de maïs sur le marché commercial afin de prévenir une pénurie éventuelle. Les stocks de maïs existants ne sont que de 17 000 tonnes. On estime que le Mozambique aura besoin de près de 40 000 tonnes de maïs d'ici la fin de 1977 et d'un tonnage équivalent au début de 1978 en attendant la nouvelle récolte. A l'exception d'une petite livraison du Kenya attendue prochainement, le maïs ne fait pas partie des denrées offertes en vue d'aider le Mozambique à remédier à la pénurie qui est prévue pour les derniers mois de l'année.

59. Le Mozambique consomme environ 34 000 tonnes d'arachides au cours d'une année normale, mais il ne dispose actuellement d'aucun stock. La production prévue pour 1977 est très faible et la plus grande partie en sera consommée dans les exploitations; le Mozambique aura donc besoin de près de 30 000 tonnes d'arachides pour les derniers mois de 1977. Ces besoins sont particulièrement urgents du fait que la diminution très nette de la récolte de coton se traduira par une pénurie d'huiles comestibles. Les arachides ne figurent dans aucune des offres d'assistance alimentaire dont la livraison est prévue pour 1977 et le gouvernement sera obligé d'acheter des arachides sur le marché commercial dans un avenir immédiat s'il veut éviter qu'il y ait pénurie.

60. On évalue à 70 000 tonnes la consommation annuelle de riz au Mozambique. Les stocks actuels étant très bas (3 600 tonnes environ), le gouvernement a été contraint de commander 16 000 tonnes de riz afin de prévenir une pénurie immédiate. Une partie importante de la production prévue pour 1977 a été détruite par les inondations. Des livraisons de riz sont attendues du Pakistan et du Japon mais 30 000 tonnes supplémentaires seront encore nécessaires pour les derniers mois de 1977 et le début de 1978.

61. La production de légumes ayant été gravement touchée par les inondations, le Mozambique devra importer environ 10 000 tonnes de pommes de terre, 2 500 tonnes d'oignons et près de 3 000 tonnes de viande et de préparations de viande. Le Mozambique aura également besoin de 2 000 tonnes supplémentaires de poudre de lait dont la livraison devrait être prévue pour novembre ou décembre.

62. Les besoins alimentaires pour les derniers mois de 1977 peuvent donc se résumer comme suit :

Blé	10 000 tonnes	(livraison en novembre/décembre)
Maïs	40 000 tonnes	(nécessaires d'urgence)
Arachides	30 000 tonnes	(" ")
Riz	30 000 tonnes	(livraisons régulières durant toute l'année 1977)
Pommes de terre	10 000 tonnes	(" " " " " ")
Oignons	2 500 tonnes	(" " " " " ")
Viande et préparations de viande	3 000 tonnes	(" " " " " ")
Poudre de lait	2 000 tonnes	(livraison en novembre/décembre)

/...

63. En vue d'encourager la fourniture d'une aide au développement sous la forme de donations en produits alimentaires et en matériel, le Gouvernement du Mozambique a décidé de désigner un projet spécifique qui sera exécuté à l'aide du produit desdites donations. Le projet choisi est le barrage de Pequenos Libombos (voir E/5812/Add.1, p. 54, projet 3.1.3).

64. Le barrage de Pequenos Libombos est un projet polyvalent dont la construction est prévue sur l'Umbeluzi et qui a pour but d'assurer un approvisionnement en eau suffisant pour la capitale, Maputo, et de permettre d'irriguer 10 000 ha environ de terres agricoles de bonne qualité. Le barrage contribuera également à maîtriser les eaux dans une région qui a été gravement touchée par les inondations en 1976 et 1977. Le gouvernement prévoit de porter le produit de toute assistance fournie en denrées alimentaires ou en matériel sur un compte spécial du gouvernement qui sera affecté exclusivement à l'exécution de ce projet.

C. Réfugiés

65. Au cours des deux dernières années, un grand nombre de personnes ont fui hors de la Rhodésie du Sud et cherché refuge au Mozambique. Certaines ont poursuivi leur exode vers d'autres pays, mais nombreuses sont celles qui sont restées sur place, créant ainsi un grand problème.

1. Nombre de réfugiés

66. Il est impossible de chiffrer exactement les réfugiés zimbabwéens au Mozambique. Un grand nombre d'entre eux se sont installés dans des villages, assez souvent situés dans des endroits reculés, mais certains ont trouvé refuge dans des centres urbains. Selon les renseignements fournis à la mission, les réfugiés arrivent de Rhodésie du Sud au Mozambique au rythme d'un millier par mois et se rassemblent en divers endroits situés le long de la frontière, d'où ils sont transportés vers l'un ou l'autre des trois centres de réfugiés créés par les autorités mozambicaines.

67. Du 30 mars au 4 avril 1977, soit avant l'arrivée de la deuxième mission au Mozambique, une équipe HCR/FISE/PAM a visité les centres de réfugiés afin de faire le point de la situation dans chacun d'eux, d'évaluer les besoins des réfugiés et de formuler des programmes d'assistance. Cette équipe a tenu plusieurs réunions avec la mission, mettant à sa disposition les renseignements qu'elle avait rassemblés.

68. On croit pouvoir évaluer à plus de 32 000 le nombre des réfugiés zimbabwéens au Mozambique, 28 235 réfugiés ayant été dénombrés dans les trois centres officiels visités par l'équipe HCR/FISE/PAM, 600 se trouvant dans la zone d'Espungabara où ils attendent d'être transportés vers l'un ou l'autre de ces centres, et un grand nombre d'autres éparpillés dans toute la partie méridionale de la province de Tété, estimés à 3 000, devant être prochainement transférés dans l'un des trois centres (voir le diagramme ci-dessous).

2. Centres de réfugiés

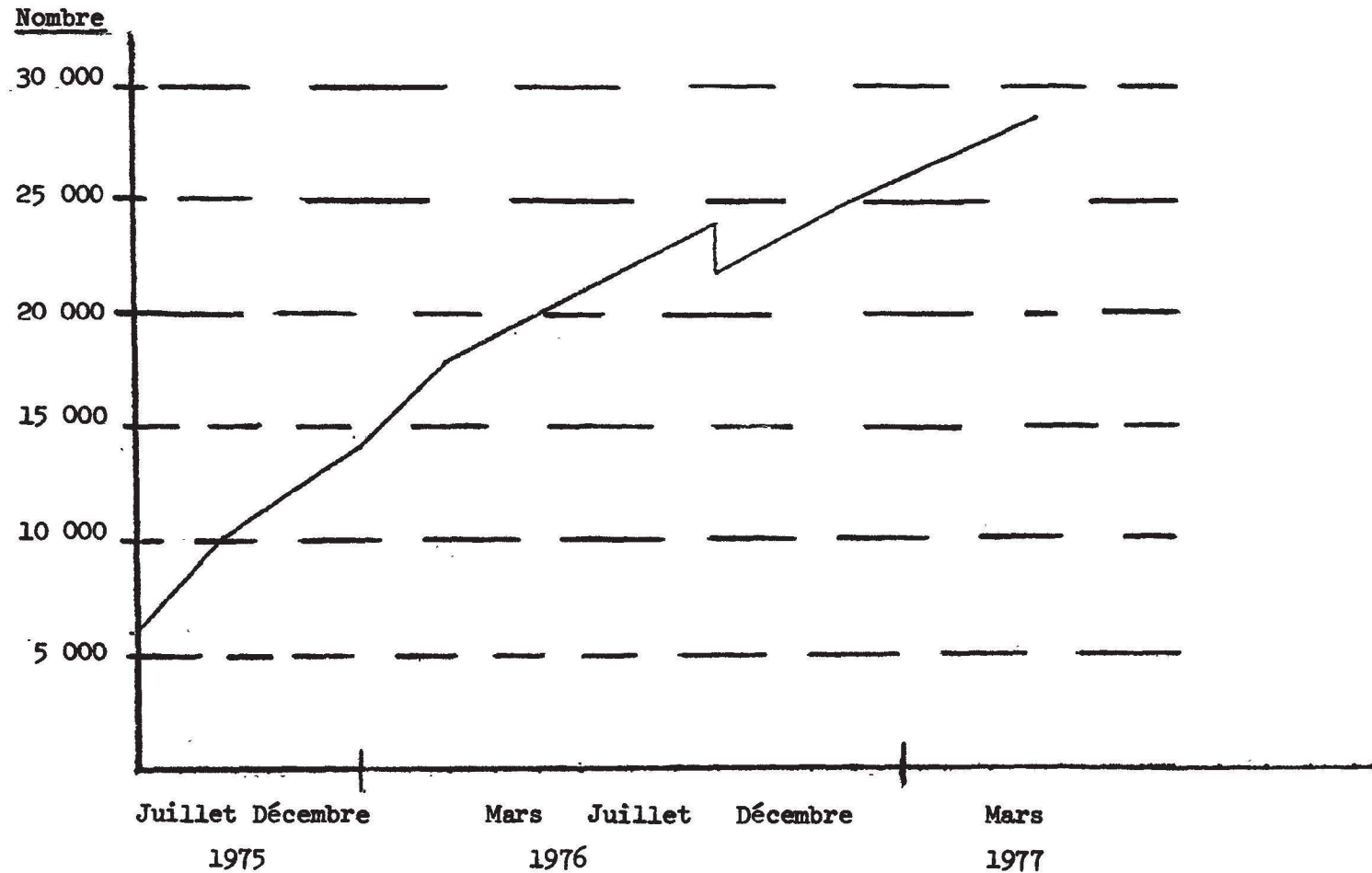
69. Les trois centres officiels sont situés à Doroi (province de Manica), à Tronga (province de Sofala) et à Mavudzi (province de Tété), le premier abritant 14 200 personnes, le deuxième 10 460 et le troisième 3 575. A Doroi, 90 p. 100 des réfugiés sont âgés de moins de 20 ans; le pourcentage des jeunes est analogue à Tronga. A Mavudzi, environ la moitié des réfugiés ont moins de 19 ans.

70. A l'origine et pour répondre au voeu du gouvernement, les centres avaient été conçus de façon à ne servir que pendant une courte période, mais de nouveaux arrangements sont actuellement envisagés. La plupart des logements n'ont qu'un caractère temporaire et ont été construits à l'aide de matériaux locaux. Dans les trois centres, les cultures vivrières ont été encouragées. Si les conditions diffèrent nettement d'un centre à l'autre, des moyens d'éducation et des services de santé de caractère rudimentaire sont néanmoins offerts à tous les réfugiés.

/...

Diagramme

Nombre de personnes dénombrées dans les camps de réfugiés au Mozambique



Source : Données fournies par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Maputo.

Note : La brusque diminution enregistrée en août 1976 est attribuable à l'incursion des forces du régime illégal de Rhodésie du Sud dans le camp de Nyazonia, qui a causé la mort de centaines de réfugiés et provoqué la fuite d'un grand nombre. Un nouveau centre a été organisé à Doroi pour remplacer celui de Nyazonia.

71. D'une manière générale, c'est au centre de Doroi, ouvert il y a six mois seulement, que la situation est la plus grave. Ce centre avait été créé en quelques jours pour recevoir les milliers de personnes du centre de Nyazonia qu'il avait fallu réinstaller à la suite du raid opéré en août 1976 par les forces du régime illégal de la Rhodésie du Sud. Jusqu'à cette évacuation, le centre de Nyazonia accueillait un millier de réfugiés par mois et pendant les 10 derniers mois, il avait reçu une assistance alimentaire et matérielle de sources internationales et mozambicaines. Les réserves de denrées alimentaires, de vêtements, d'outils, d'instruments et de matériel pédagogique constituées grâce à cette assistance, ont été détruites en grande partie durant l'attaque sud-rhodésienne. Les réfugiés transférés à Doroi n'ont donc pu emporter qu'une quantité minimale de denrées alimentaires, de vêtements et de matériel.

72. Le centre de Doroi manque de denrées alimentaires, de moyens de transport et d'entrepôts; il a également besoin d'une assistance dans les domaines de la santé et de l'éducation. Outre que les réfugiés souffrent des problèmes sanitaires généralement engendrés par le surpeuplement et qu'ils sont insuffisamment nourris et habillés et manquent d'abris et d'hygiène, nombreux sont ceux qui, parmi eux, continuent à souffrir physiquement et psychologiquement de l'attaque contre le centre de Nyazonia.

73. La dimension même du centre de Doroi et les conditions d'urgence qui ont présidé à sa création suscitent des problèmes sur le plan administratif. La nécessité paraît donc s'imposer d'en renforcer les ressources administratives, afin d'améliorer la situation pour ce qui est des achats, des fournitures et des services.

74. Si, à Tronga, les conditions ne sont pas aussi graves qu'à Doroi, il n'en reste pas moins que ce centre a lui aussi été créé à titre temporaire. L'approvisionnement alimentaire y est insuffisant et des améliorations s'imposent dans le domaine de la santé. Dans celui de l'éducation, le programme en cours devrait être élargi. Le centre n'a pas suffisamment de vêtements ni de couvertures et il aura besoin d'un approvisionnement supplémentaire avant l'hiver.

75. Le centre de Mavudzi est mieux organisé et construit que les deux autres, bien qu'il ait, lui aussi, été conçu à l'origine à titre temporaire. Il aura cependant besoin d'une assistance supplémentaire de grande envergure si le grand nombre de réfugiés qui se trouvent actuellement dans la partie méridionale de la province y sont transférés.

3. Résumé de la situation dans les trois centres

76. D'une manière générale, les trois centres ont besoin d'une assistance supplémentaire, mais c'est au centre de Doroi que la situation est la plus grave. Il faudra fournir des produits alimentaires, des vêtements, des couvertures et des ustensiles de cuisine, et à tous trois des moyens de transport. Les besoins en matière d'éducation appellent une attention particulière. Ils sont pressants pour ce qui concerne les fournitures scolaires, les manuels et les livres du maître (la langue d'enseignement n'est pas la même dans les centres que dans le pays hôte). Le nombre élevé des jeunes rend particulièrement important le besoin d'une assistance en matière d'éducation.

/...

77. En raison de la situation alimentaire au Mozambique (voir par. 56 à 62), une attention particulière doit être accordée à la fourniture de denrées alimentaires aux réfugiés. Le Gouvernement mozambicain estime à environ 4 millions de dollars le montant nécessaire pour assurer, pendant les douze prochains mois, un régime alimentaire normal aux réfugiés recueillis dans les centres. Pour répondre aux besoins en la matière, le PAM fournira des produits alimentaires pour une valeur d'un million de dollars au titre de son programme de secours d'urgence. Les Pays-Bas fournissent eux aussi une assistance alimentaire, et l'Organisme suédois de développement international (SIDA) a accepté de donner des fonds pour financer l'achat de denrées alimentaires. Toutefois, en sus des contributions du PAM, du SIDA et des Pays-Bas, un montant d'environ 2 millions de dollars sera nécessaire pour fournir aux centres des denrées alimentaires de base.

4. Coordination de l'assistance aux réfugiés

78. La première d'une série de réunions s'est tenue en avril sous la présidence du Ministre du développement et de la planification économique, aux fins de coordonner l'assistance aux Zimbabwéens réfugiés au Mozambique. Assistaient à cette réunion, des représentants du HCR, du FIASE, du PAM, de l'OMS et du SIDA, ainsi que des fonctionnaires des Ministères du développement et de la planification économique, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, des travaux publics et de l'intérieur. Il serait souhaitable qu'à ces réunions de coordination participent également des représentants de tout autre gouvernement ou organisation qui fournit une assistance aux réfugiés. (Un membre de la mission a participé à la deuxième réunion de coordination, tenue le 22 avril.)

79. Ces réunions ont pour objet d'examiner les besoins des réfugiés et de répartir les tâches entre les organismes et les ministères pour ce qui est d'y répondre; elles visent également à élaborer des programmes d'action immédiate et des méthodes concertées pour l'utilisation des fonds disponibles. Lors de la deuxième réunion de coordination, un accord est intervenu quant à la répartition des attributions concernant l'élaboration de projets en matière d'agriculture, de santé et d'éducation. On espère que ces projets susciteront des offres d'assistance lorsqu'ils seront portés à l'attention de la communauté internationale.

5. Assistance internationale fournie pour les réfugiés

80. L'assistance internationale fournie jusqu'à présent pour les réfugiés du Zimbabwe au Mozambique est la suivante :

HCR	1 375 000 dollars (y compris 350 000 dollars alloués pour 1977, montant susceptible d'être augmenté);
PAM	2 646 000 dollars (y compris le projet de "procédure accélérée" pour la période postérieure à juillet 1977);
FIASE	314 836 dollars (y compris 300 000 dollars pour 1977 et 1978);
Suède	1 144 400 dollars (pour des vivres et du matériel);

/...

Pays-Bas	600 000 dollars (sur une somme d'un million de dollars en vivres fournie pour les réfugiés du Zimbabwe);
OXFAM (Canada)	100 000 dollars (pour l'achat de matériel);
Fédération luthérienne mondiale	12 000 couvertures.

81. Outre l'assistance internationale susmentionnée, le Gouvernement mozambicain fournit des moyens de transport, des services de santé et d'importantes quantités de vivres. Des vêtements ont également été distribués aux réfugiés au cours de l'année écoulée. Dans le domaine de l'enseignement, le gouvernement met 20 bourses d'études à la disposition de chaque centre d'accueil.

6. Planification d'urgence

82. L'impossibilité de déterminer pendant combien de temps la situation actuelle se maintiendra en Rhodésie rend la tâche particulièrement difficile au Gouvernement mozambicain et aux organisations et institutions fournissant une assistance pour les réfugiés du Zimbabwe. Il est évident que si une solution intervient prochainement, une assistance devra être fournie aux réfugiés pour les aider à rentrer au Zimbabwe et à se réinstaller. D'autre part, si le problème n'est pas réglé rapidement, il faudra prendre des dispositions de caractère permanent à Doroi, Tronga et Mavudzi, en vue d'améliorer la situation des réfugiés et de leur permettre de poursuivre leurs études et pour assurer l'exécution de programmes à plus long terme.

83. Si l'incertitude de la situation pose des difficultés particulièrement évidentes en ce qui concerne l'avenir des centres d'accueil, ses répercussions dans d'autres domaines sont également importantes. Lorsque le problème rhodésien sera résolu, les chemins de fer et les ports du Mozambique seront utilisés dès la levée des sanctions et la réouverture des frontières. Le trafic de marchandises à destination et en provenance de la Zambie, du Zaïre et du Botswana, ainsi que du Zimbabwe, passera par Beira et Maputo lorsque les échanges commerciaux seront réorganisés. Les chemins de fer et les ports du Mozambique auront des difficultés à assurer l'écoulement du trafic de marchandises si des mesures ne sont pas prises pour rétablir leur capacité initiale.

84. Le Gouvernement mozambicain procède actuellement à des études préliminaires sur les besoins auxquels il faudra satisfaire lorsque la situation sera réglée en Rhodésie du Sud et il a commencé à préparer des plans d'urgence permettant de faire face à cette éventualité.

D. Dommages causés par les attaques

85. Le Gouvernement mozambicain a signalé à la deuxième mission que des pertes importantes en vies humaines et en biens matériels avaient été infligées au cours de l'année écoulée par les forces du régime illégal de Rhodésie du Sud à la suite de tirs d'obus, de bombardements aériens et d'incursions sur son territoire.

86. Les principaux incidents rapportés ont été les suivants :

a) Le 9 août 1976, le centre de réfugiés de Nyazonia, comptant près de 10 000 réfugiés, a été attaqué. Plus de 700 personnes auraient été tuées, un nombre plus important encore de personnes auraient été blessées et plus de 1 000 réfugiés ont fui et n'ont pu être localisés. Le centre a été en grande partie détruit, ainsi que les vivres, le matériel et l'équipement qui avaient été fournis pour les réfugiés. Un centre d'accueil temporaire a été mis en place à Chimoio et utilisé pour les réfugiés en attendant l'aménagement d'un centre d'urgence à Doroi. Au cours de l'attaque, le pont principal sur le Pungwe a été détruit;

b) Le 3 décembre 1976, la station troposphérique de Chicualacuala a été endommagée par des tirs de mortier et des obus;

c) En janvier 1977, la ligne de chemin de fer reliant Chicualacuala à Mapai a été endommagée à la suite d'un bombardement aérien. Une locomotive a été détruite et six autres endommagées. En outre, 38 wagons endommagés devront être réparés, ainsi que la voie ferrée et d'autres structures.

87. Les dommages causés par ces attaques auront de graves conséquences à long terme. Par suite de la destruction du pont sur le Pungwe, le principal réseau routier entre le sud et le nord se trouve coupé. Le transport de chargements lourds (machines et équipement) à destination du barrage de Cabora Bassa a été interrompu et les expéditions de denrées alimentaires des régions excédentaires vers les régions déficitaires sont rendues plus difficiles. L'aménagement d'un pont provisoire coûtant 500 000 dollars est en cours, mais la reconstruction d'un pont définitif coûtera au moins autant.

88. La perte de locomotives et de wagons a sévèrement réduit la capacité du système ferroviaire de la région méridionale et mettra fortement à contribution les services de réparation et d'entretien. (Par suite des inondations récentes, le matériel endommagé n'a pu être enlevé et transporté dans les ateliers de réparation.) Le gouvernement estime qu'il faudra plus d'un million de dollars pour remettre le matériel roulant et les voies ferrées en état.

89. Les dégâts causés à la station troposphérique de Chicualacuala sont également très importants. On a souligné précédemment la vulnérabilité de cette station et on avait prévu la mise en place d'un autre système de télécommunication au nombre des projets d'urgence énumérés dans le rapport de la mission au Mozambique (E/5812/Add.1, p. 16, projet 2.2.10). La plupart des circuits permettant de relier la capitale au reste du pays ont été détruits au cours de l'attaque. Une nouvelle station devra être aménagée loin de la frontière et le coût serait de l'ordre de 1,5 à 2 millions de dollars.

/...

V. RESUME DES CONCLUSIONS

90. Le Gouvernement mozambicain se heurte à de sérieuses difficultés d'ordre financier et de balance des paiements. Le déficit du budget national aura probablement atteint 110 millions de dollars au total à la fin de 1977 (par. 14). Le déficit du secteur public est évalué au total à 69 millions de dollars pour 1976 et 101 millions de dollars pour 1977; il devra être financé par la Banque du Mozambique, ce qui, en l'absence d'une aide étrangère importante, aura des répercussions graves pour les prix et la balance des paiements (par. 16 et 17 et tableau 3).
91. Le pays a un besoin urgent de dons en vivres et matériel (par. 15).
92. Le déficit de la balance des paiements est évalué à 288 millions de dollars pour 1977 (compte non tenu du produit de la vente d'or) (par. 20) et on prévoit pour 1978 une pénurie encore plus grave de devises (par. 22 et 29 et tableau 3).
93. La mission envoyée au Mozambique (E/5812 et Corr. 1 et Add. 1) estime dans son rapport que le Mozambique aura besoin chaque année de 175 à 200 millions de dollars pour assurer son développement normal. L'assistance offerte jusqu'à présent dans le contexte des sanctions est de 102 millions de dollars (par. 32 et tableau 4). Ainsi, malgré la générosité de la communauté internationale, l'assistance offerte est bien inférieure au montant nécessaire pour assurer le développement normal du pays.
94. Le gouvernement a mis au point, en fonction des ressources intérieures et extérieures disponibles (par. 34 à 37), un programme d'investissement d'urgence qui comprend 51 des 61 projets énumérés dans le rapport de la mission (E/5812/Add.1). Une assistance étrangère a été fournie pour financer en tout ou en partie 24 de ces 51 projets (par. 35 et annexe I.A). Une aide est encore nécessaire pour une trentaine de projets (par. 36 et annexe I.B.).
95. En raison des graves difficultés d'ordre financier et de balance des paiements, il a fallu réduire considérablement les investissements, mais le Mozambique continuera malgré cela à se heurter en 1977 et 1978 à de graves difficultés de balance des paiements et d'ordre financier.
96. L'assistance étrangère offerte jusqu'à présent est loin de suffire aux besoins du pays. Il lui faudra recevoir d'urgence des dons en espèces et en nature ainsi qu'une assistance pour l'aider à exécuter un certain nombre de projets de développement présentant un caractère d'urgence ou une haute priorité. Les secteurs qui ont particulièrement besoin d'assistance sont les transports et communications, l'enseignement, la santé et les programmes d'auto-assistance et de développement social.
97. Nombreux sont les pays qui n'ont pas encore donné suite aux demandes d'assistance (tableau 4).
98. Ajoutant aux difficultés que connaît le Mozambique, des inondations catastrophiques (par. 47 et 48) ont fait de nombreuses victimes et ont laissé des milliers de personnes sans abri; elles ont en outre causé des dommages matériels évalués à plus de 35 millions de dollars (par. 51 à 53).

99. Des secours d'urgence de plus de 5,5 millions de dollars ont été fournis par la communauté internationale (par. 51 et annexe II), mais les victimes ont encore besoin de vivres, de vêtements, ainsi que de matériel et d'outillage agricoles. En outre, il faudrait une assistance financière pour réinstaller à peu près 40 000 personnes.

100. Il y aura en 1977 un important déficit alimentaire et le Mozambique aura donc besoin de quantités importantes de blé, de riz, de maïs et d'arachides, ainsi que d'autres produits alimentaires en quantités moindres (par. 57 à 62).

101. Il y a plus de 32 000 réfugiés du Zimbabwe au Mozambique, dont 28 235 dans les trois centres importants de Doroi, Tronga et Mavudzi (par. 68 et 69). On pense qu'un millier de réfugiés pénètrent chaque mois au Mozambique.

102. Les conditions de vie dans les trois centres, en particulier celui de Doroi, doivent être améliorées sans tarder (par. 70 à 75). La communauté internationale a jusqu'à présent fourni plus de six millions de dollars pour répondre aux besoins des réfugiés (par. 80), mais ce montant est nettement insuffisant (par. 76). Il faudra probablement pendant les 12 mois à venir deux millions de dollars pour répondre aux besoins alimentaires seulement (par. 77). En outre, il faudra une assistance dans les domaines de la santé, de l'enseignement et du logement et l'on devra donner aux réfugiés les moyens de produire eux-mêmes une plus grande partie de leurs aliments et d'autres produits essentiels.

103. Il est prévu d'organiser des réunions de coordination qui permettront aux représentants des institutions internationales et des gouvernements qui fournissent une assistance aux réfugiés de rencontrer les hauts fonctionnaires des ministères qui s'occupent des réfugiés (par. 78 et 79). Au cours de ces entretiens, il sera possible de passer en revue les besoins des centres, de mettre au point des programmes d'action et de convenir d'une répartition des responsabilités.

104. Le Gouvernement mozambicain a fait savoir que le pays avait subi des dégâts assez considérables à la suite de bombardements aériens, de tirs d'artillerie et d'attaques des forces du régime illégal de Rhodésie du Sud (par. 86). Il a besoin d'une assistance d'urgence pour remettre en service les réseaux de téléphone et de télex du Mozambique à la suite des dégâts causés à la station troposphérique de Chicualacuala (par. 89) et pour réparer le pont sur le Pungwe de façon à rétablir les liaisons routières avec le nord du pays (par. 87).

/...

ANNEXE I

Projets énumérés dans le rapport de la Mission envoyée au Mozambique a/
et qui ont été inscrits par le gouvernement dans son programme d'investis-
sissement pour 1976/1977

A. Projets pour lesquels on a obtenu une assistance extérieure,
en totalité ou en partie

<u>Numéro du projet</u>	<u>Titre</u>	<u>Provenance de l'assistance</u>
2.2.12.	Groupes électrogènes de secours (en partie)	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
3.2.10.	Irrigation dans les régions du Buzi, de Mufo et de Chissamba	FAO/pays nordiques
3.2.11.	Mécanisation de l'irrigation des rizières à Beira	FAO/pays nordiques
3.2.2.	Irrigation dans la vallée du Limpopo	OUA/Ligue des Etats arabes
3.2.3.	Passe-déversoirs supplémentaires pour le barrage Massinger	OUA/Ligue des Etats arabes
3.2.9.	Irrigation dans la vallée du Limpopo	OUA/Ligue des Etats arabes
3.2.13.	Fourniture d'outillage et d'instruments aratoires aux "Aldeias Communais" (en partie)	FAO/pays nordiques, Pays-Bas
3.2.12.	Pépinières	FAO/pays nordiques
3.2.14.	Plantations d'agrumes à Zembe	FAO/pays nordiques
3.2.15.	Reprise de la production maraîchère	FAO/pays nordiques
3.2.17.	Construction de centres de stockage	Pays-Bas
3.2.21.	Amélioration des centres provinciaux de promotion de l'élevage	FAO/pays nordiques

a/ E/5812/Add.1.

<u>Numéro du projet</u>	<u>Titre</u>	<u>Provenance de l'assistance</u>
3.2.22.	Installation d'un centre d'engraissement et de conditionnement à proximité de l'abattoir	FAO/pays nordiques
3.2.19.	Installation de centres d'élevage du bétail	FAO/pays nordiques
3.2.20.	Installation de centres d'élevage du bétail	FAO/pays nordiques
3.2.28.	Installation de centres d'élevage du bétail	FAO/pays nordiques
3.2.23.	Création de trois laiteries	FAO/pays nordiques
3.2.24.	Plantation d'arbres destinés au chauffage	FAO/pays nordiques
3.2.26.	Etablissement d'une plantation de bois de pâte	FAO/pays nordiques, Suède
3.2.27	Reboisement dans la province de Sofala (en partie)	PNUD
3.2.25.	Etudes sur la pêche dans les lacs Niassa et Amaramba	FAO/pays nordiques
3.1.4.	Etude de l'approfondissement du port de Beira	Fonds du Commonwealth pour le Mozambique
3.2.18.	Approvisionnement des zones rurales en eau	Pays-Bas
4.1.2.	Projets relatifs à l'éducation (en partie)	Norvège, Pays-Bas et Suède

B. Projets que le gouvernement entend exécuter mais pour lesquels une assistance n'a pas encore été offerte

<u>Numéro du projet</u>	<u>Titre</u>
2.2.1.	Mise en état de l'aéroport de Chingdozi dans la province de Tete
2.2.12.	Groupes électrogènes de secours (en partie)
2.2.13.	Construction d'une sous-station à Manica
2.2.14.	Plan d'urgence pour l'approvisionnement en eau de la ville de Manica
2.2.9.	Liaisons hyperfréquences avec la Zambie
2.2.10.	Liaison téléphonique et par télex entre Maputo et Beira
2.2.3.	Réfection de la route nationale 1
2.2.4.	Elargissement du tronçon Incoloane-Macia de la route nationale 1
2.2.6.	Construction de la route Espungabara-Dombe-Chimoio
2.2.5.	Construction de la route d'Angonia
2.2.7.	Renforcement des ponts sur le Pungue, le Mecumbuzi et le Nhanzonia
3.2.4.	Etude de faisabilité relative au barrage de Mapei sur le Limpopo et l'élaboration d'un plan de développement régional
3.2.6.	Construction de huit barrages en terre dans la région de Montepuez
3.2.7.	Fourniture d'instruments aratoires et d'animaux de trait
3.2.8.	Remise en état d'une bananeraie dans la vallée de l'Incomati
3.2.16.	Entrepôts destinés aux "Aldeias Communais"
3.1.7.	Construction d'un port de pêche
3.1.1.	Amélioration de la ligne de chemin de fer Moatize-Beira
3.1.2.	Accroissement du trafic résultant de l'expansion de l'extraction du charbon à Moatize

/...

<u>Numéro du projet</u>	<u>Titre</u>
3.1.6.	Amélioration de la ligne de chemin de fer de Nacala
3.1.3.	Etude de faisabilité concernant l'embranchement ferroviaire vers la Zambie
3.1.10.	Route Litunde-Marrupa-Balama-Montepuez
3.1.13.	Route Angoche-Momapo (route nationale No 236)
3.1.16.	Pont sur le Zambèze
3.2.30.	Route entre le centre et le nord-est
3.1.14.	Programme de routes secondaires
4.1.1.	Assistance à la construction autochtone
3.1.8.	Barrage de Pequenos Libombos
3.2.27.	Reboisement dans la province de Sofala (en partie)
4.1.2.	Projets relatifs à l'éducation (en partie)
3.2.13.	Fourniture d'outillage et d'instruments aratoires (en partie)

ANNEXE II

Contributions pour le secours aux victimes des inondations

(En dollars des Etats-Unis)

<u>Contributeur</u>	<u>Contribution</u>	<u>Valeur</u>
<u>Allemagne, République fédérale d'</u>		
Gouvernement	Don en espèces	12 500
Secteur privé	Médicaments (Société Bayer)	Valeur inconnue
<u>Brésil</u>		
Gouvernement	Médicaments	4 000
<u>Chine</u>		
Gouvernement	Céréales (5 000 tonnes) Médicaments (5 tonnes)	Valeur inconnue
<u>Egypte</u>		
Gouvernement	Médicaments (par l'intermédiaire de l'OMS)	4 000
<u>Espagne</u>		
Croix-Rouge	Don en espèces remis à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge	2 920
<u>Etats-Unis d'Amérique</u>		
Gouvernement	Denrées alimentaires	25 000
<u>Finlande</u>		
Croix-Rouge	Don en espèces remis à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge	15 686
<u>France</u>		
Gouvernement	Médicaments	4 000
<u>Hongrie</u>		
Gouvernement	Denrées alimentaires et médi- caments	248 000

/...

<u>Contributeur</u>	<u>Contribution</u>	<u>Valeur</u>
<u>Jamahiriya arabe libyenne</u>		
Gouvernement	Don en espèces	1 000 000
<u>Nouvelle-Zélande</u>		
Croix-Rouge	Don en espèces remis à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge	957
<u>Norvège</u>		
Gouvernement	189 tonnes de conserves de poissons (par l'intermédiaire du PAM)	Valeur inconnue
Croix-Rouge	Don en espèces remis à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge	9 804
<u>Pays-Bas</u>		
Gouvernement	Médicaments	182 847
Gouvernement	Produits alimentaires (par l'intermédiaire du PAM)	303 000
<u>République démocratique allemande</u>		
Gouvernement	Denrées alimentaires, produits pharmaceutiques et couvertures	416 667
Croix-Rouge	Vêtements, couvertures, chaussures et médicaments	83 137
<u>République-Unie de Tanzanie</u>		
Gouvernement	Don en espèces - 500 000 dollars Denrées alimentaires et couvertures	1 000 000
<u>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u>		
Gouvernement	50 tentes Denrées alimentaires, couvertures et médicaments	Valeur inconnue 109 402

/...

<u>Contributeur</u>	<u>Contribution</u>	<u>Valeur</u>
<u>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (suite)</u>		
War on Want	Don en espèces à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge	8 547
Croix-Rouge	Don en espèces	1 709
<u>Saint-Siège</u>		
Gouvernement	Denrées alimentaires	7 000
<u>Suède</u>		
Gouvernement	Don en espèces remis par l'intermédiaire du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO)	11 017
	Don en espèces	1 200 000
<u>Suisse</u>		
Gouvernement/Croix-Rouge	Médicaments, denrées alimentaires, vêtements et couvertures	78 379
<u>Nations Unies</u>		
FISE	Médicaments	35 000
PNUD	Don en espèces	20 000
OMS	Médicaments	110 000
UNDRO	Denrées alimentaires	33 227
PAM	Denrées alimentaires	388 700
<u>Organisations internationales non gouvernementales</u>		
Conseil oecuménique des Eglises	Don en espèces	10 000
	Denrées alimentaires, couvertures et vêtements	74 831
Fédération luthérienne mondiale	Vêtements, couvertures et outils	85 000
Ligue des sociétés de la Croix-Rouge	Don en espèces	20 000

/...

Récapitulation

Systeme des Nations Unies	586 927
Gouvernements	4 561 621
Gouvernements/Croix-Rouge, conjointement	78 379
Croix-Rouge/Croissant Rouge	114 208
Organisations non gouvernementales	198 378
	<hr/>
Total	5 539 513
	<hr/> <hr/>

Source : UNDRO et Gouvernement mozambicain.
